



# TRIBUNE

## Socialiste

unifié

Hebdomadaire du parti

N° 86

27 JANVIER 1962

PRIX : 0,40 NF

## Tous unis contre les assassins

UN REGIME QUI N'EST PAS CAPABLE DE DEFENDRE  
LES TRAVAILLEURS EST CONDAMNE A MORT.

La cour du Quai d'Orsay après l'attentat au plastique qui provoqua la mort de Robert Boissier.

(Agip.)



**P**OUR la première fois à Paris, les plastiqueurs de l'O.A.S. ont tué. A l'assassinat de leurs adversaires en Algérie, à l'assassinat de Camille Blanc à Evian et de M. Locussol à Alençon, ils ajoutent aujourd'hui l'assassinat du convoyeur Robert Boissier.

Le but de l'O.A.S. est clair : en employant une charge exceptionnellement puissante, et donc volontairement meurtrière, en agissant dans l'enceinte même d'un ministère, Salan et ses hommes ont voulu une fois de plus faire la preuve qu'ils pouvaient frapper où ils voulaient, quand ils voulaient.

L'O.A.S., par ses plastiquages et ses vols d'armes, a recherché d'abord à créer en France un climat de doute et d'inquiétude. Elle va plus loin maintenant dans son action psychologique en recourant à la terreur et à l'assassinat. Elle espère ainsi provoquer la peur et la résignation passive dans l'opinion et dans l'administration et faire accepter progressivement l'idée qu'elle est le pouvoir de demain. C'est ainsi qu'ont procédé tous les fascismes, et particulièrement le nazisme.

L'impunité dont l'O.A.S. est assurée grâce à la carence du pouvoir et à la complicité de très hauts responsables de la police et de la plupart des juges militaires renforce encore l'action psychologique de l'organisation fasciste qui recrute une bonne partie de ses cadres parmi les acquittés des procès jugés par les tribunaux militaires.

Devant un danger fasciste qui n'a jamais été aussi grand pour notre pays, les forces populaires ont deux moyens d'action essentiels : réaliser leur coordination et prendre l'offensive.

Les participants au grand meeting organisé jeudi dernier à Paris par le P.S.U. ont accueilli avec chaleur les propositions faites par notre camarade Gilles Martinet concernant la création de groupes d'action contre l'O.A.S.

Il serait, en effet, terriblement insuffisant de se préparer à résister à un putsch de Salan et des paras en attendant l'heure « H ». C'est contre l'action psychologique de la terreur O.A.S., contre le pourrissement de la situation actuelle qu'il faut agir aujourd'hui même. La meilleure arme contre l'action psychologique, c'est l'action psychologique. Il faut rendre confiance à tous ceux qui seraient tentés de dire qu'on ne peut rien.

L'organisation fasciste apparaît puissante, parce qu'elle agit secrètement avec des complicités dans l'administration, la police et l'armée. Notre objectif doit donc être de démasquer ses chefs, ses agents et leurs complices par les moyens appropriés. Comme cela a été fait avec éclat à Toulouse, il faut à la fois de grandes manifestations populaires contre l'O.A.S. et mettre hors d'état de nuire les fascistes.

Pour cela, la coordination des efforts de tous les antifascistes est indispensable. A tous les échelons, dans les localités et les départements, aussi bien qu'à l'échelon national, le P.S.U., tout en menant sa propre action anti-O.A.S., multiplie les efforts et les initiatives pour parvenir à cette coordination et lever les obstacles qui subsistent.

Car l'union des forces populaires est le seul moyen d'isoler l'O.A.S. après l'avoir démasquée. Les hommes de l'O.A.S. demeurent forts aussi des divisions de la gauche et des manœuvres de ceux qui seraient prêts à composer avec eux, comme ils l'ont fait avec l'armée au moment du 13 mai. Pour empêcher ces manœuvres, il faut que la réprobation nationale s'abatte sur l'O.A.S. et ses complices.

Aussi saluons-nous l'initiative prise en commun par trois syndicats de la région parisienne, appuyée par de nombreux partis et organisations démocratiques, d'appeler la population à faire des obsèques de Roger Boissier une grande manifestation de réprobation à l'encontre de ses assassins.

Jean VERLHAC.

## COMMUNIQUÉS

### LES ORGANISATIONS SYNDICALES SOUSSIGNEES :

— S'inclinent devant toutes les victimes du fascisme ;

— Dénoncent les faiblesses du pouvoir pour les factieux qui, sans appui réel dans le pays, se livrent au racket, au plastiquage, au meurtre ;

— Appellent tous les travailleurs, les étudiants, toute la population à faire des obsèques de R. Boissier, travailleur assassiné pendant son service, une grande manifestation de protestation contre les agissements de l'O.A.S. et la carence du gouvernement.

L'UNION DEPARTEMENTALE C.G.T.,

L'UNION REGIONALE C.F.T.C.,

LES ASSOCIATIONS D'ETUDIANTS :

Cartel des Etudiants du Supérieur technique, Association générale des Etudiants en préparation scientifique, Association générale des Etudiants en préparation littéraire et artistique, Association générale des Etudiants en médecine, Amicale des Elèves de l'Institut d'études politiques, Fédération des groupes d'études de lettres, Association générale des Elèves des Ecoles d'ingénieurs de Paris, Cartel des Etudiants paramédicaux sociaux, Grande Masse des Beaux-Arts, Cartel des Ecoles normales supérieures, Association générale des Etudiants en maison de cure.

Informés de l'initiative des syndicats, les partis et organisations suivants,

— Approuvent leur décision,

Et appellent la population parisienne à participer en masse et dans l'union la plus large à cette grande manifestation.

LES FEDERATIONS DE LA SEINE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS,

LES FEDERATIONS DE LA SEINE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE,

LA FEDERATION DE LA SEINE DE L'U.D. S.R.,

LA FEDERATION DE LA SEINE DE LA JEUNE REPUBLIQUE,

LA FEDERATION DE LA SEINE DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME,

LE MOUVEMENT CONTRE LE RACISME, L'ANTISEMITISME ET POUR LA PAIX,

LE MOUVEMENT DE LIBERATION OUVRIERE, REGION PARISIENNE,

LES AMIS DE TEMOIGNAGE CHRETIEN, REGION PARISIENNE,

LE CLUB DES JACOBINS DE PARIS,

LA LIGUE POUR LE COMBAT REPUBLICAIN,

LE CLUB JEAN-MOULIN,

L'ACTION DEMOCRATIQUE,

L'UNION DEMOCRATIQUE DES ANCIENS D'ALGERIE,

LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE,

LES JEUNESSES SOCIALISTES UNIFIEES ET LES ETUDIANTS SOCIALISTES UNIFIES.







# Le PSU a fait salle comble à la Mutualité

« **N**OUS avons invité le peuple de Paris et le peuple de Paris a répondu nombreux à notre appel. »

C'est ainsi que jeudi soir à la Mutualité, Edouard Depreux résumait plaisamment l'historique de ce meeting organisé par les fédérations de la région parisienne.

Le lundi précédent, en effet, convoqué à la Préfecture de police, Jacques Raynaud eut la surprise de s'entendre tenir, à peu près, le langage suivant : « Dans les circonstances présentes, toute grande réunion publique nous paraît peu opportune. D'ailleurs le ministre de l'Intérieur est décidé à interdire le meeting projeté par le P.S.U. »

Stupéfait, Raynaud esquissa un timide « Mais c'est contre l'O.A.S... »

— Evidemment, reprend le directeur de cabinet de M. Papon, évidemment... (Une pause. On sent le haut fonctionnaire quelque peu gêné de son emploi.)

— Ah ! continua-t-il, si vous pouviez me donner l'assurance qu'il s'agit d'une réunion privée. (Et, devant la mine toujours plus étonnée de Raynaud) Oui, vous comprenez, nous avons autorisé un meeting privé du colloque de Vincennes, nous ne pourrions pas faire moins pour le P.S.U.

Le lendemain, le représentant de la Fédération de Paris négociait les détails de l'accord. Il obtenait notamment qu'aucune exploitation de caractère privé ne soit faite dans la presse et que ce soit notre propre service d'ordre qui contrôlât les invitations.

Dans la journée, la fédération éditait dix mille tracts-invitations qui furent distribués en particulier au Quartier Latin, au métro Maubert-Mutualité et, le jour du meeting. Dès lors, on peut effectivement dire que nous avons « invité le peuple de Paris ».



(Elie Kagan.)

LE MEETING DE LA MUTUALITE  
Le peuple de Paris a répondu à l'appel du P.S.U.

Que celui-ci ait répondu nombreux à cet appel ne semble guère douteux non plus : la salle était comble. Des militants venus nombreux certes, mais aussi beaucoup de jeunes inorganisés, en tout quelque trois mille personnes.

Le contrôle, souple mais strict, du service d'ordre à l'entrée, la fouille et l'ouverture des serviettes et sacs à main afin d'éviter tout incident, le quadrillage discret mais efficace permettant une intervention très rapide, tout cela ne sembla pas nuire au climat d'enthousiasme qui fut celui de toute cette soirée.

Chaque orateur fut en effet très largement applaudi par un public qui entendait donner ainsi un large accord aux thèmes développés. Le président excusa Robert Verdier, malade.

Après Claude Bourdet, qui s'attacha brièvement à dénoncer la complicité dont jouit l'O.A.S. dans les différents corps de l'appareil d'Etat (armée, po-

lice, haute administration, etc.) et jusqu'au sein du gouvernement, la parole fut donnée à Raymond Le Loch, membre du secrétariat national étudiant, pour décrire la place des jeunes dans le combat antifasciste.

« L'abbé Robert Davezies a été condamné à trois ans de prison. Le même tribunal vient d'acquitter trois militaires reconnus coupables de tortures sur la personne d'une Algérienne... Pour la justice d'un pays, jamais pareil sommet du crime n'avait été atteint. » Ce cri, c'est Laurent Schwartz qui le pousse sous les acclamations de la salle, avant de demander l'organisation de formes de résistance plus actives. « Il ne suffit plus de protester contre l'O.A.S., mais prendre des initiatives pour lutter contre l'extrême-droite », devait-il conclure.

Ce thème devait d'ailleurs être repris un peu plus tard dans l'intervention de Gilles Martinet.

Quant à André Philip, il s'attachait au problème algérien, rappelait toutes les tergiversations du pouvoir, constatait que les préalables disparaissaient les uns après les autres et qu'on en était au point où c'est aujourd'hui le F.L.N. qui « peut se demander si ceux qui sont en face de lui sont des interlocuteurs valables ». En conclusion, Philip réclamait que la négociation devienne publique et que l'opinion, ainsi informée, reste vigilante.

Edouard Depreux, secrétaire national, tirait les conclusions du meeting en appelant les inorganisés à rejoindre les rangs du P.S.U. Son appel était entendu puisque plus de cinquante adhésions étaient signées immédiatement et qu'il en arrive chaque jour de nouvelles au siège du parti.

Un beau succès, donc, pour les fédérations de la région parisienne.

Philippe LAUBREAUX.

## L'action de l'O.A.S. dans les lycées

À la suite de l'arrestation, dans la nuit du jeudi 18 janvier, de deux élèves de la classe préparatoire à Saint-Cyr du lycée Saint-Louis alors qu'ils déposaient une charge de plastique, la grande presse s'empara de l'affaire et découvrit qu'il pourrait exister des groupes O.A.S. parmi les lycéens. *Le Monde*, le lendemain, titrait : « Des cellules O.A.S. dans plusieurs lycées ? »

Certainement. Il existe dans la plupart des lycées parisiens, des groupes plus ou moins structurés d'éléments d'extrême-droite « Algérie française » antisémites et anticommunistes, que les lycéens appellent, et pour cause, « les fascistes ». Ces dernières années, l'action de ces groupes était assez limitée et se réduisait le plus souvent à orner les lieux d'aisances des lycées de croix gammées et de slogans incisifs. Mais, avec le développement de l'activisme en Algérie puis en France, avec la naissance de l'O.A.S., ces groupes, travaillés de l'extérieur, devinrent plus sérieux et plus dangereux. On constate maintenant qu'ils sont liés entre eux et qu'il existe une autorité supérieure. Ils constituent souvent de véritables cellules structurées, avec des réunions périodiques et des activités variées : essais de distribution de tracts O.A.S., inscriptions voyantes, attaques individuelles des militants de gauche, descentes dans les réunions des J.S.U., des J.C. ou des comités antifascistes, tentatives pour empêcher la distribution de tracts, ce qui entraîne de violentes bagarres. Bien

plus, il semble que parmi les éléments les plus décidés de ces groupes se recrute une notable partie des plastiqueurs parisiens et sans doute même des tuteurs.

Prenons des exemples précis. Les bagarres à la sortie des lycées, sait-on ce qu'elles sont ?

Dès l'année dernière, au lycée J.-Decour, il se produisait régulièrement, au moins deux fois par semaine, des bagarres violentes par suite de l'existence d'un groupe d'une vingtaine de « fascistes », avec blessés, interventions de la police et quelques fois arrestations. Des militants de gauche, repérés, ont été mis à la porte...

Au lycée Voltaire, des bagarres éclatent aussi, violentes souvent. Une fois, par exemple, les fascistes de plusieurs lycées s'étaient réunis et utilisés pour faire une descente un après-midi à la sortie du lycée. Les antifascistes se trouvant ce jour-là spécialement peu nombreux, ils ont été contraints de se réfugier à l'intérieur du lycée, portes fermées, pour échapper aux matraques et à appeler la police qui a dû patrouiller pendant deux heures, mitrailleuse en main ! Une autre fois, il y a eu au cours d'une de ces bagarres intervention unilatérale de policiers — en petit nombre — aussitôt corrigés par les antifascistes qui héritèrent de souvenirs : casquettes, matraques.

A Saint-Germain, au lycée Marcel-Roby, les lettres de menaces affluèrent bientôt suivies d'une mise à exécution : deux professeurs ont été

plastiqués, un cocktail Molotov a été trouvé dans la salle de l'un d'entre eux, à l'intérieur du lycée, ce qui démontre clairement l'existence, par ailleurs connue, d'une cellule fasciste dans le lycée.

Les lycées de filles eux-mêmes sont infestés par l'O.A.S. ! Au lycée Fénelon, il existe aussi un groupe O.A.S. qui répand abondamment ses idées, repère les éléments de gauche ainsi que les professeurs, pour les signaler à leurs flirts, sans doute.

Les groupes fascistes prolifèrent d'une manière singulière dans les lycées où les pieds-noirs sont nombreux. Les lycées aristocratiques, à ce point de vue, sont particulièrement touchés. Certains deviennent ainsi par suite du grand nombre de pieds-noirs, invivables pour les organisations de gauche.

L'arrestation des deux plastiqueurs a rendu publique l'existence d'une cellule O.A.S. dans le lycée Saint-Louis. Or, nous l'avons montré, nombreux sont les lycées où de telles cellules existent. Ces groupes sont évidemment nuisibles car ils contaminent certains lycéens influençables, contribuent à l'intoxication des Français par l'O.A.S. et le plus souvent à ses actions terroristes. C'est pourquoi il faut envisager très sérieusement les formes d'action contre ces groupes : repérage des éléments les plus dangereux, ceci particulièrement dans les lycées où des profes-

seurs ont été plastiqués, car il est clair que les plastiqueurs agissent en liaison au moins avec des groupes intérieurs aux lycées.

Les lycéens antifascistes ont déjà entrepris la lutte comme il se doit et les fascistes ont reçu de sévères corrections dans les lycées Voltaire, Louis-le-Grand, J.-Decour, Buffon, entre autres, et récemment, à la suite de l'arrestation des deux plastiqueurs, Saint-Louis.

P. MELINE.

## Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV<sup>e</sup>)  
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois .....	5 NF
6 mois .....	10 NF
1 an .....	19 NF
Soutien .....	30 NF

# LA HISTADROUT ET LE voie israélienne du socialisme

**L**e mouvement ouvrier israélien a pris naissance il y a plus de cinquante ans, lorsque les premiers groupes de travailleurs se formèrent en Palestine — ébauche du Foyer national juif. Une tendance des pionniers juifs mettait l'accent sur la seule création du foyer national tandis que l'autre — tout en reconnaissant l'intérêt de la lutte politique — pensait que celle-ci n'avait de chances de réussir que dans la mesure où seraient implantées solidement les bases de la société future.

C'est ainsi que, dès cette époque, le mouvement ouvrier s'imposa. Parce que les travailleurs forment les fondements de toute société, ces pionniers décidèrent de devenir des ouvriers. Le commerce et les activités strictement intellectuelles résultaient d'une façon de vivre qui était imposée aux juifs dispersés dans le monde, conséquence d'une situation minoritaire, de la discrimination et des persécutions dont ils étaient les victimes. Il fallait prouver qu'aucune activité n'était impossible pour les Juifs, et tout d'abord en agriculture.

Installés dans une Palestine négligée par l'Empire ottoman, les pionniers du sionisme se trouverent aux prises avec le désert qui s'étendait au Sud, et les marécages malariques au Nord. Ni industrie, ni commerce. Des méthodes de culture primitives permettant aux fellahin arabes de vivre misérablement sur des terres sans rendement, accablés de dettes envers les grands propriétaires arabes.

C'est dans cette atmosphère que les premiers travailleurs se retrouvèrent dans les quelques orangeries. Mais en 1909, sur les rives du Jourdain, le premier village de travailleurs sionistes fut créé : Degania. Pour vivre mieux, se protéger, lutter en commun, les premières exploitations agricoles se constituèrent en « kibboutz » (village communautaire) dont les biens sont la propriété de la collectivité qui les exploite. Depuis, naquit le « moshav » (colonie coopérative de petits exploitants où chaque famille loue une ferme et où l'écoulement de la production, l'achat des fournitures et l'exploitation ont un caractère coopératif. Enfin, se forma la colonie collective de petits exploitants, le « moshav shitufi » qui combine les caractéristiques des deux formes précédentes. Toutes ces colonies sont considérées comme coopératives tout à la fois de producteurs, de vente et de consommateurs. Les produits sont écoulés par une coopérative nationale, la « Tnuva » qui manipule près de 70 p. 100 des produits de l'exploitation mixte et 20 p. 100 des exportations d'agrumes. La terre appartient dans tous les cas à l'Etat et est louée à bail.

En dehors des colonies agricoles, près d'un tiers de la population est desservi par plus de mille magasins coopératifs.

D'autres secteurs de l'économie sont aujourd'hui dans l'organisation coopérative : transports par autobus en majeure partie, taxis ; des branches d'industrie légère ou de services commerciaux : distribution de glace, hôtellerie, restaurant, cinéma, kérosène, etc.

## Volumes de matières premières transformées dans les industries de la Histadrouit

	En livres israéliennes
TOTAL .....	500.000.000
Métallurgie .....	96.332.000
Electricité .....	9.092.000
Ciment et dérivés .....	59.820.000
Verre et céramique ..	24.716.000
Carrières, pierres, sables .....	15.758.000

— Une part des produits de consommation est distribuée par les coopératives de consommation et de distribution kibboutziques et histadroutiques.

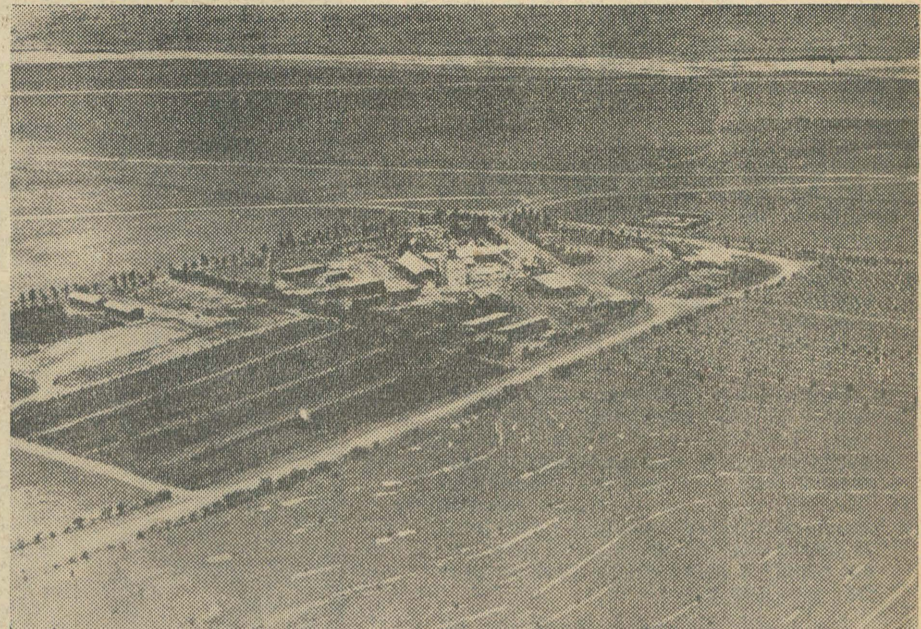
— Le transport des marchandises est assuré à 80 % par des coopératives.

— Tout le travail portuaire est contrôlé par la Histadrouit.

— Les transports routiers sont 100 % coopératifs histadroutiques.

— Les transports maritimes sont à 85 % dans le secteur public.

La Histadrouit (Confédération générale du Travail en Israël) fut fondée il y a trente-neuf ans en Palestine. Son but fut, à l'origine, de donner aux immigrants une formation et de



(Office israélien du Tourisme)

Un kibboutz : une agriculture extensive avec une organisation socialiste.

trait insuffisant, l'organisation syndicale prit la tête de l'expansion industrielle en Israël. C'est ainsi que la Histadrouit fonda la première compagnie de navigation, la première com-

dont 110.000 dans les usines et les coopératives.

Près de 200.000 personnes vivent dans les colonies communautaires ou coopératives qui produisent 65 p. 100 de la production alimentaire du pays. Il existe environ 200 coopératives de producteurs et de services publics dont certaines depuis 20 à 30 ans. Les plus importantes assurent les transports routiers, services urbains et interurbains ; la compagnie maritime Zim, la compagnie nationale d'aviation El Al, etc.

L'économie ouvrière se fonde sur la Banque des Travailleurs et sur la « Hassneh », une des plus grandes compagnies d'assurances d'Israël.

## Composition politique de la Histadrouit

Les travailleurs se groupent dans leurs syndicats professionnels, mais adhèrent — directement et personnellement — à la Histadrouit. Cette dernière n'a pas d'activité politique, à proprement parler, et n'est associée à aucun parti. Cependant, la politique entre à l'Histadrouit par l'entremise de ses organes directeurs dont les membres sont élus sur la base du principe de la représentation proportionnelle et d'après les partis qu'ils représentent.

Le Mapai, parti de la majorité parlementaire, est actuellement, de très peu, majoritaire à l'Histadrouit : 55 p. 100.

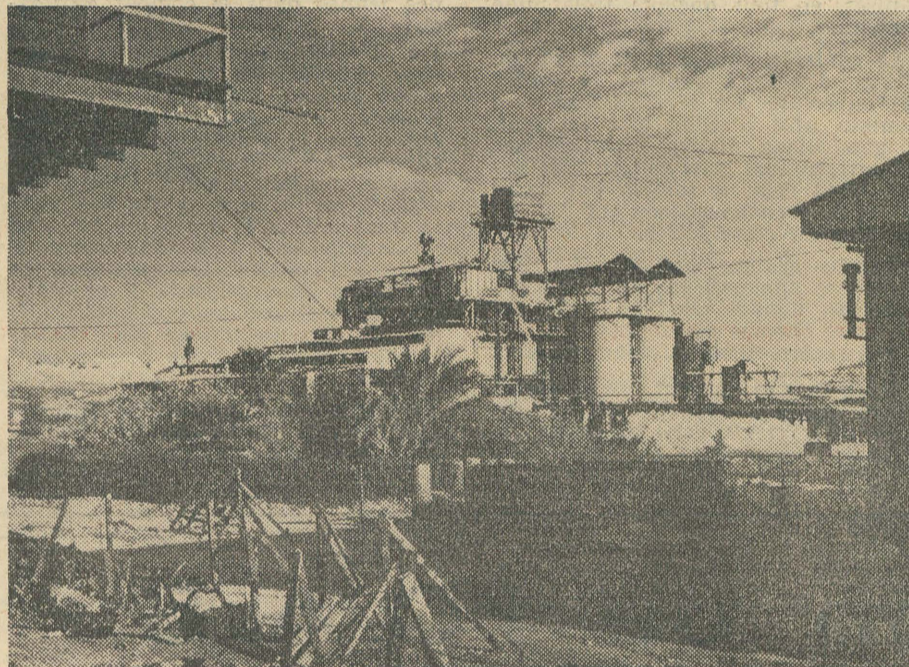
Deux partis ouvriers de gauche : le Mapam et le Achdut Haavoda, ont respectivement 14 et 17 p. 100. Les communistes 2 p. 100. Les libéraux et les partis religieux (il y en a 4), 10 p. 100 environ.

Mais les syndicats de la Histadrouit qui, à la suite d'un accord, comprennent également des membres d'organisations religieuses non rattachées à la grande centrale, groupent à peu près 90 p. 100 de tous les salariés qui composent les 700.000 membres de la Histadrouit — dont plus de 200.000 ménagères.

Au total, près de 1.300.000 personnes — hommes, femmes et enfants — bénéficient de l'assistance fournie par les institutions de la Confédération générale des Travailleurs en Israël.

La très grande majorité des gens qui travaillent bénéficient de l'assurance maladie « Kupat Holim » (caisse maladie de la Histadrouit) qui compte 1.250.000 affiliés.

La Histadrouit, avec un réseau de dispensaires, stations médicales et sanitaires, centres de protection maternelle et infantile, quelque quinze hôpitaux desservis par des établissements scientifiques de recherche, service de radiologie et des laboratoires, couvre tout le territoire du pays. L'Etat contribue pour un dixième du budget, le reste est fourni par les cotisations des employeurs et des salariés (proportionnellement à leurs revenus).



(Office israélien du Tourisme)

A Sdom (Sodome), dans un paysage désolé, l'usine pour l'exploitation des produits de la Mer Noire.

normaliser la structure sociale du peuple juif. Mais rapidement, la Histadrouit comprit qu'il était essentiel de prévoir de nouvelles possibilités d'emploi afin de donner le moyen de gagner leur vie aux travailleurs réadaptés.

Comme le capital « privé » se mon-

tagne de transports aériens et le premier service national d'approvisionnement en eau, bien avant l'indépendance de l'Etat. La section industrielle est, aujourd'hui, à la tête de l'industrie lourde du pays.

Les initiatives des coopératives — et leur financement — furent coordonnées par la « Hevrat Ovdim » (Association générale coopérative des travailleurs juifs).

177.000 personnes gagnent leur vie dans les entreprises de la Histadrouit,

## Les industries de la Histadrouit dans l'économie israélienne

Population totale .....	2.187.000
(dont 1.939.000 Juifs)	
Travailleurs occupés....	702.000
(soit 53,2% de la main-d'œuvre disponible).	
Personnes occupées dans les entreprises industrielles kibboutziques...	32.000
Travailleurs employés dans les entreprises contrôlées par la Histadrouit :	
— Industries, artisanat	25.431
— Dans l'économie totale .....	162.200
(soit 15,70 % de l'ensemble des travailleurs de l'industrie et de l'artisanat).	



(A. D. P.)

L'époque des pionniers.

# MOUVEMENT OUVRIER

me...

La Histadrout contribue, pour une part importante, à des avantages supplémentaires du salaire direct dont voici les proportions :

(en pourcentage)

Entreprises industrielles appartenant à la Histadrout ..	33,45
Etablissements de la Histadrout	33,75
Industrie métallurgique .....	25,75
Industrie des cigarettes .....	27,10
Imprimerie .....	29,05
Fonction publique .....	30,25
Agriculture .....	20,60

## Une politique des salaires très prudente

Cette politique qui tend à garantir un niveau minimum pour tous avant d'améliorer le niveau des travailleurs des catégories supérieures a pour résultat un éventail des salaires et des traitements très resserré. Ce qui ne va pas sans provoquer un profond mécontentement parmi les travailleurs diplômés des grandes écoles ou des universités, et parmi les cadres.

A l'heure actuelle, grâce à la Histadrout, près de 90 p. 100 de tous les salariés d'Israël sont régis par des conventions collectives dont la validité est d'une durée de deux années. Mais une indemnité de vie chère — fixée primitivement tous les trois mois — est aujourd'hui révisée tous les six mois, en cas d'augmentation de 3 p. 100 ou plus de l'indice des prix.

Cette politique des salaires — très prudente — qui caractérise le parti de la majorité dans la Histadrout est souvent condamnée par les partis de la minorité. S'il est évident qu'une hausse excessive des salaires risquerait de compromettre la stabilité économique du pays, il est cependant intéressant de souligner ici que — sur la base 100 en 1958 — la production est passée de 128,5 en 1960 à 146,3 en 1961. L'extension de l'activité économique d'Israël se manifeste dans les statistiques suivantes (en dollars) :

Import 1960	: 236,7 millions
Import 1961	: 285,7 millions
Export 1960	: 120,5 millions
Export 1961	: 138,1 millions

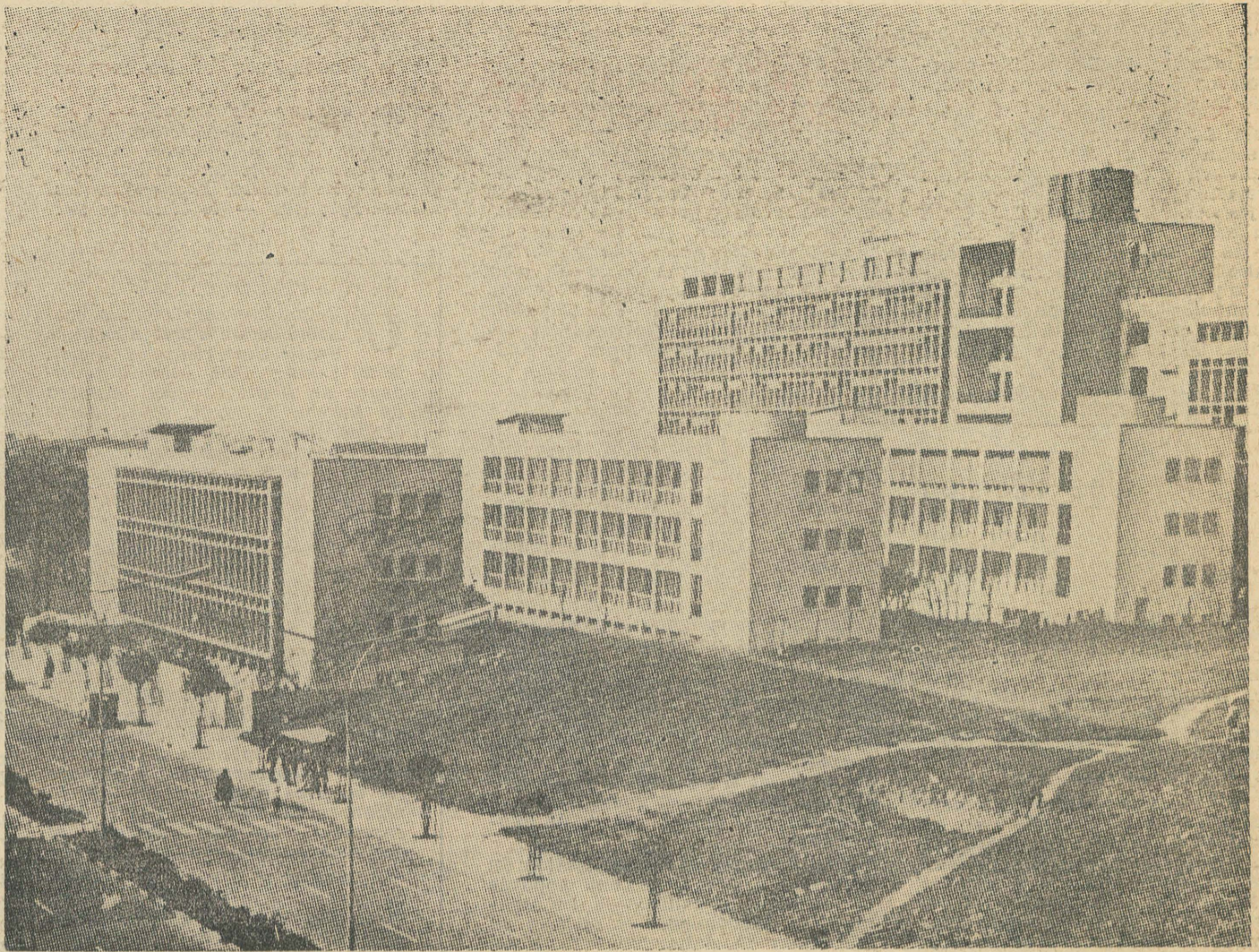
Une constatation reste cependant à faire : c'est un très fort pourcentage de personnes employées dans le secteur tertiaire (emplois non productifs) : 40 p. 100 travaillent dans l'industrie et l'agriculture et 16 p. 100 dans les services de transport et le Bâtiment. Un grand nombre de travailleurs sont employés dans l'administration ou dans des professions libérales.

### Répartition de la main-d'œuvre totale en Israël

(en pourcentage)

Agriculture .....	17,1
Industries .....	23,2
Travaux publics et Bâtiment .....	9,2
Electricité, eau et services sanitaires (commerce) .....	2,3
Commerce, finances et assurances .....	12,2
Transports et dépôts .....	6,3
Services publics .....	22
Petits artisans .....	7,7

C'est peut-être pour cette raison que la Histadrout s'oppose à toute hausse de salaires qui ne serait pas compensée par un accroissement de productivité. Ce rendement est d'ailleurs en hausse constante puisqu'il est passé de l'indice 100 en 1949 à 187,5, en 1959, pour l'industrie, et 241,9 pour l'agriculture — tandis



Le siège de l'Histadrout à Tel-Aviv : un véritable ministère du Travail.

qu'exprimé en livres israéliennes au taux de 1949, il est monté à :

INDUSTRIE	
1949	: 1.875
1959	: 3.516
AGRICULTURE	
1949	: 663
1959	: 1.604.

## Une base socialiste

Le mouvement coopératif, syndical et communautaire et la Histadrout forment les fondements très solides d'une construction qui peut devenir un Etat socialiste.

### Part des productions kibboutziques dans le revenu national :

— Agriculture (sauf agrumes) .....	70 %
— Agrumes .....	40 %

### Part des productions histadroutiques dans le revenu national :

— Industries légères et artisanat .....	23 %
— Industrie lourde (métallurgie, fonderie) ..	95 %

Aujourd'hui, 226 kibboutzim — comptant une population d'environ 83.000 personnes — fournissent plus du tiers de la production agricole totale du pays. Mais le développement kibboutzique est freiné par le peu de goût des nouveaux immigrants pour la vie communautaire.

Cependant, le « moshav » — village coopératif de petits propriétaires — recueille la faveur des éléments moins idéalistes, moins dogmatiques aussi. Il y a 319 « moshavim » groupant 102.000 personnes.

Dans l'agriculture, 80 p. 100 des ouvriers sont affiliés à la Histadrout. Les ouvriers groupés dans les industries appartenant à la centrale représentent 25 p. 100 de l'ensemble de la classe ouvrière. Dans les entreprises de l'Etat, ce pourcentage est de 27 p. 100. Enfin, dans les industries du secteur privé, il est de 49 p. 100.

On le voit, la marge, faible, en faveur du secteur « socialisant » l'emporte cependant sur le secteur capitaliste. Mais son évolution dépend de la politique adoptée par la Hista-

drouit, c'est-à-dire par sa majorité qui est de tendance Mapai, donc de la majorité gouvernementale et parlementaire.

Cela dépend aussi du degré de volonté — et des possibilités — qu'aura la Histadrout, et de sa capacité « socialiste », de lutter contre le secteur capitaliste concurrent qui lui impose la loi du marché, c'est-à-dire la concurrence.

En face de considérations purement commerciales, quelle sera la force des principes du mouvement ? Quelles seront les relations avec le capital privé — tant intérieur qu'étranger — capital indispensable pour les lourds investissements nécessaires à la consolidation de l'économie de l'Etat (la Histadrout aurait besoin de 500 millions de dollars pour l'aménagement du Néguev, entreprise non rentable dans l'immédiat). Il reste encore la marge de liberté que possèdent les entreprises groupées dans la « Hevrat Ovdim », le degré de contrôle à s'assurer à l'égard de celles-ci. En un mot, c'est tout le problème du dirigisme qui est posé, économie dirigée dans le secteur des investissements et réinvestissements socialistes, bien sûr, mais aussi dans le secteur étatique — et ses rapports avec le secteur privé.

Dans le secteur histadroutique, les expériences faites pour associer plus étroitement les travailleurs à la direction de l'entreprise ne semblent pas avoir donné des résultats encourageants. Il peut arriver — a remarqué le secrétaire général de la Histadrout — que le travailleur n'ait plus conscience d'être, lui aussi, propriétaire de l'usine en sa qualité de membre de la Histadrout et que, par suite, il ne se soucie pas autant de la bonne marche de l'entreprise. La création de conseils de gestion mixte — administrateurs et ouvriers — chargés de diriger les entreprises est l'amorce d'un aboutissement de la « socialisation ». Mais ce stade n'est pas encore atteint.

Malgré toutes ces réserves, même si on ne peut dire que l'Etat d'Israël est un Etat socialiste, l'analyse comparée des objectifs, les résultats atteints, permettent d'affirmer que ce pays a atteint un degré de développement social qui peut être donné en exemple à beaucoup de pays, même réputés « socialistes ».

La Histadrout, les coopératives, les mouvements agricoles et industriels communautaires forment les fonde-

ments socialistes sur lesquels il importe maintenant de construire l'Etat socialiste d'Israël. Ces fondements seront-ils assez solides pour supporter le poids d'une telle construction ? Le capitalisme laissera-t-il s'édifier une telle société de travailleurs régie par les idéaux de justice sociale et par le seul souci de protéger l'Homme dans une nature complexe et souvent hostile ? Mais aussi, il semble plus facile et plus rapide de modifier la nature du sol que celle des individus ; or Israël veut écarter tout moyen de contrainte au risque de freiner l'efficacité de mesures immédiates nécessaires...

Enfin, l'avenir de ce pays est inscrit dans un monde en paix ; une paix qui ne dépend pas d'Israël, quoique ce soit, paradoxalement la guerre et les iniques violences raciales qui aient contribué pour une large part à l'accélération de la construction de l'Etat d'Israël.

En conclusion, il est très difficile de juger Israël avec le sens critique dont disposent des socialistes européens trop imprégnés de culture bourgeoise.

Israël, c'est de l'idéal au contact de la réalité...

Ady-BRILLE.

## RECTIFICATIF

Dans notre dernier article (T.S. n° 85, p. 7, premier paragraphe), une coquille nous fait dire que les terres avaient été achetées par l'Agence juive « bien en dessous » de leur valeur réelle.

C'est « bien au-dessus » qu'il faut lire. En fait, l'Agence juive achetait des terres souvent peu cultivées ou en friche. Mais après irrigation, nettoyage des cailloux, remise en culture, ces terres valent aujourd'hui considérablement plus qu'à l'époque où les Arabes les possédaient. C'est la fable de La Fontaine « Le laboureur et ses enfants »... Le trésor, c'est la somme de travail qui le met à jour et non les chèvres qui broutent tout ce qui pousse !

# ...ou Etat dans l'Etat ?











# L'Afrique en mouvement

Trois événements marquants en ce mois de janvier dans l'Afrique en constant mouvement : ouverture des négociations franco-maliennes, réunion de la conférence de Lagos, constitution à Dakar d'une nouvelle confédération syndicale africaine. Si la normalisation des rapports entre Paris et Bamako va dans le sens d'une détente, les deux autres réunions se déroulent encore sous le signe de la division de l'Afrique.

litique extérieure commune de défense de l'indépendance africaine, de recherche de l'unité africaine, de soutien aux mouvements révolutionnaires africains et de bons rapports avec les pays de l'Est aussi bien qu'avec ceux des pays de l'Ouest qui ne sont pas engagés dans des guerres coloniales.

d'un communiqué commun ivoirien-malien mentionnant « la volonté de trouver les solutions aux problèmes pouvant opposer les différents Etats africains et d'accélérer la libération de tous les peuples d'Afrique encore sous domination étrangère ». Cependant, les pays du groupe de Casablanca estimèrent que le terrain n'était pas encore suffisamment préparé pour une rencontre au sommet de tous les chefs d'Etat africains :

« Nous sommes partisans du rapprochement, mais nous ne laisserons sous aucun prétexte ramener dans le giron des puissances occidentales », m'a déclaré à Niamey une importante personnalité du groupe de Casablanca. Aussi, pour éviter tout éclat fut-il convenu qu'il y aurait non pas une, mais deux conférences de Lagos : la première réunissant les ministres des Affaires étrangères de toute l'Afrique indépendante, la seconde, quelques jours plus tard, au

## Le syndicalisme

### africain

### demeure divisé

La division qui persiste entre les deux Afriques a ses répercussions sur le plan syndical. Depuis longtemps, un certain nombre de leaders syndicaux africains, dont les organisations nationales étaient rattachées soit à la C.I.S.L., soit à la Confédération Internationale des Syndicats croyants (C.I.S.C.), soit à la F.S.M., soit à l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N.) avaient pris position en faveur d'une centrale syndicale panafricaine unie ; toutefois, certains d'entre eux, notamment ceux qui appartiennent aux milieux dirigeants de la C.I.S.L. et entretiennent des rapports très amicaux avec les syndicats américains, entendaient instaurer pour leur centrale nationale le système de la double affiliation auquel d'autres s'opposaient. Par ailleurs, sauf au Maroc, les centrales syndicales africaines sont étroitement liées aux partis dominants qui exercent le pouvoir, et la rivalité entre les gouvernements des deux blocs africains rejaillit sur les rapports entre syndicalistes. Aussi, une première tentative d'unification syndicale africaine entreprise en mai 1961 à Casablanca aboutit-elle à un échec. Certes, une Union Syndicale Panafricaine y fut fondée, mais n'y adhèrent finalement que les syndicats marocains, maliens, guinéens, égyptiens. La Confédération syndicale africaine qui vient de se constituer à Dakar et a élu pour président le leader tunisien Ahmed Thili, groupe de son côté quarante et une organisations représentant trente Etats africains de l'Afrique dite modérée, mais ni l'U.G.T.A. (Union Générale des Travailleurs Algériens) ni les syndicats des pays de Casablanca n'y ont adhéré.

La charte de la nouvelle organisation prévoit que dans un délai rapproché, les centrales syndicales de chaque pays devront réaliser leur unité ; elles pourront, si elles le veulent, conserver leur affiliation à d'autres organismes internationaux. La Confédération elle-même devra demeurer indépendante à l'égard des autres organisations. Cependant, il est incontestable que la plupart de ses dirigeants demeurent proches de la C.I.S.L. Le programme de cette nouvelle Confédération syndicale africaine comporte la dénonciation du néo-colonialisme, la solidarité avec les travailleurs algériens, l'organisation de l'aide pratique aux nationalistes angolais, la lutte pour la création d'une société socialiste africaine originale, pour l'organisation d'un marché commun africain, pour l'instauration du régime démocratique et contre toute dictature. Mais ce qui a le plus retenu l'attention de l'opinion internationale, c'est l'adoption sur la proposition de David Soumah, président de l'Union des Travailleurs croyants du Sénégal, d'un amendement engageant la Confédération « à combattre jusqu'à la victoire le système capitaliste ainsi que le système communiste ». Cet anticommunisme de principe va évidemment marquer la nouvelle organisation et rendre plus difficile son unification avec l'Union syndicale panafricaine. Déjà l'Union Marocaine du Travail, dans un éditorial de l'Avant-Garde dénonce cette initiative qui, à ses yeux, « constitue une tentative d'engager les masses ouvrières africaines dans la guerre froide et de les détourner de leurs vrais objectifs : lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et leurs conséquences, le sous-développement, l'exploitation et la misère ».

Ainsi, malgré le profond désir d'unité des masses africaines, l'antagonisme des deux Afriques persiste-t-il encore, mais les problèmes auxquels l'une et l'autre ont à faire face sont les mêmes, et on constate à bien des symptômes qu'une certaine convergence finira par s'opérer.

Il nous appartient d'assurer de notre solidarité effective tous les peuples africains qui luttent pour libérer leur pays des vestiges du colonialisme, mais le respect de leur indépendance doit nous inciter à chercher à bien comprendre leurs problèmes spécifiques et à éviter de les confondre avec les nôtres.

Pierre STIBBE.

## Rapprochement

### entre

### Paris et Bamako

Le 4 avril 1960, après trois mois de négociations, la France reconnaissait l'indépendance de la Fédération du Mali (Soudan-Sénégal) et passait avec celle-ci des accords de coopération diplomatique, militaire, économique, technique, culturelle, judiciaire qui impliquaient notamment le maintien du Mali dans la Communauté renouée. Le 20 août 1960, la Fédération du Mali éclatait : s'affirmant colonisé par le Soudan, le Sénégal proclamait son indépendance et décidait de demeurer dans la Communauté. Le Soudan, de son côté, conservait le nom, le drapeau et les institutions du Mali. Estimant qu'en reconnaissant l'indépendance du Sénégal, la France avait violé les accords passés avec la Fédération du Mali et que la rupture par le Sénégal des liens fédéraux était le résultat d'intrigues nouées par le gouvernement français, ou à tout le moins par de hauts fonctionnaires français qui redoutaient de voir le Soudan imprimer une orientation neutraliste et révolutionnaire à la Fédération malienne, le gouvernement de M. Modibo Keita déclara les accords de coopération rompus par la France. Le Mali sortait ainsi de la Communauté et ne conservait plus aucun lien juridique avec la France. Cependant, les relations diplomatiques n'étaient pas rompues. Le gouvernement français s'inclina devant le fait accompli et, ne renouvelant pas l'erreur guinéenne de 1958, s'abstint de toute représaille. Il accepta sans difficulté d'évacuer les bases militaires de Kati, Gao et Tessali, consentit, en décembre 1960, une avance de trésorerie de 1 milliard de francs C.F.A. au gouvernement malien, maintint au Mali les fonctionnaires de l'enseignement et de l'assistance technique ; le F.I.D.E.S. continua d'apporter au Mali son concours pour la réalisation des projets d'équipement adoptés avant la rupture. De son côté, le Mali, contrairement à la Guinée, demeura dans la zone franc, conserva comme monnaie le franc C.F.A. et resta associé au Marché commun européen. Aussi, les mesures de nationalisation d'importants secteurs commerciaux, la direction et le contrôle de l'économie par l'Etat, l'orientation radicalement anticolonialiste et nettement neutraliste de la politique extérieure malienne n'empêchèrent-elles pas le maintien de contacts avec la France. André Malraux se rendit à Bamako en mai 1961, il y évoqua d'ailleurs ses vieux souvenirs de Chine et d'Espagne que la guerre d'Algérie.

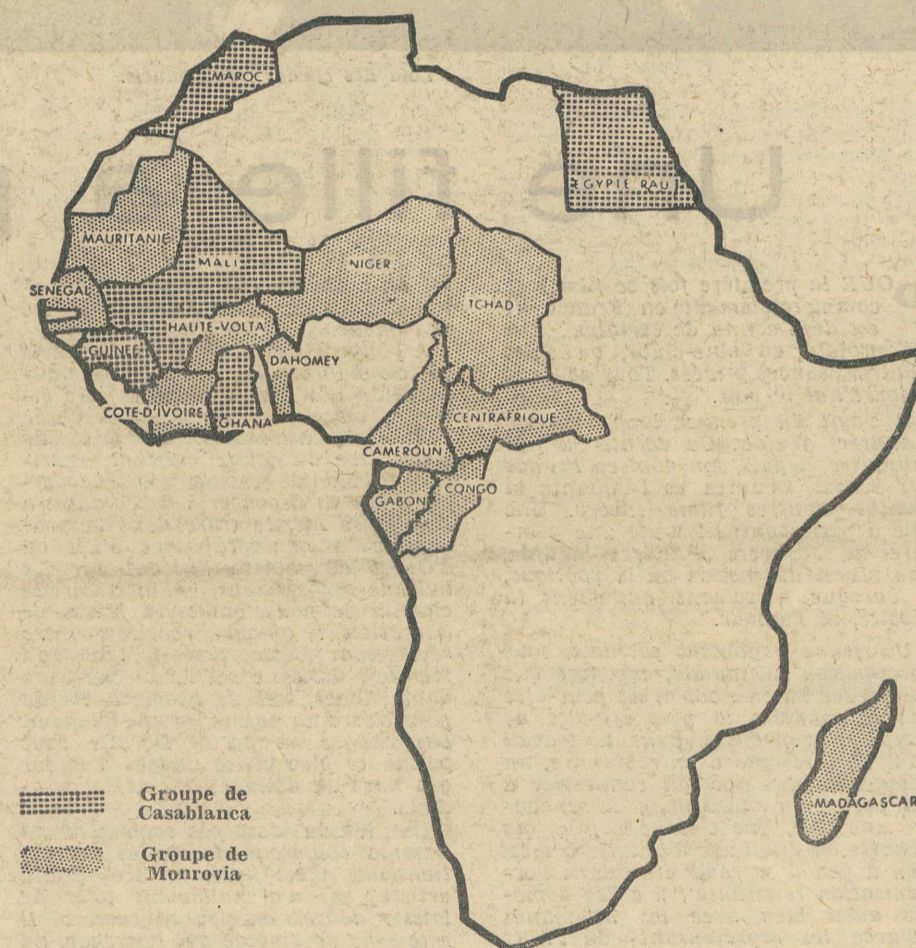
Aujourd'hui, une délégation malienne dirigée par MM. Idrissa Diarra, secrétaire national du parti de l'Union Soudanaise, et Madeira Keita, ministre de l'Intérieur, est à Paris, tandis que deux autres délégations du gouvernement sont à Varsovie et au Caire. Les nouvelles négociations ont toute chance d'aboutir à des accords se rapprochant de ceux que la France a passés en avril 1961 avec la Haute-Volta ; ceux-ci organisent une coopération économique, culturelle et technique entre les deux pays, mais excluent la coordination militaire et la présence permanente de troupes militaires françaises sur le territoire voltaïque.

Pour le Mali, cette amélioration de ses relations avec la France n'entraînera aucunement un abandon de sa politique de neutralisme actif ; non seulement il continuera à soutenir la cause algérienne, mais il demeurera membre du groupe dit de Casablanca où il se trouve aux côtés de la Guinée, du Ghana, du Maroc, de l'Égypte et du G.P.R.A. Ces gouvernements de pays dotés de régimes politiques et sociaux différents pratiquent une po-

## Les conférences

### de Lagos

A ce groupe de Casablanca, qualifié un peu hâtivement d'Afrique révolutionnaire, fait pendant le groupe de Monrovia, qualifié non moins hâtivement d'Afrique réformiste : il est composé des douze pays de l'Union



Africaine et Malgache, étroitement associés à la France ainsi que du Togo, du Nigéria, du Libéria, de la Sierra Leone, de l'Éthiopie, du Congo de Léopoldville, de la Somalie et de la Tunisie.

Ces pays ont en mai 1961, à Monrovia, adopté sept principes de bon voisinage entre pays africains, parmi lesquels celui de non-ingérence réciproque dans les affaires intérieures qui servent de fondement à la doctrine de l'inter-africanisme opposé au panafricanisme.

Le rapprochement entre les deux Afriques a souvent été préconisé mais, jusqu'à maintenant, il s'est heurté à un certain nombre de difficultés : les principaux obstacles sont le conflit maroco-mauritanien, le conflit sénégal-malien, la différence d'attitudes entre les pays du groupe de Casablanca et ceux de l'Union Africaine et Malgache envers le G.P.R.A. et, d'une manière plus générale, la politique adoptée à l'égard des pays occidentaux, et notamment des anciennes métropoles.

Quelques missions de rapprochement furent effectuées au cours des derniers mois de 1961. M. Yaméogo, président de la République de Haute-Volta, puis M. Moktar Ould Daddah, président de la République islamique de Mauritanie, se rendirent au Ghana ; des prises de contact entre ministres des deux Afriques eurent lieu en décembre à Niamey à l'occasion des fêtes de l'indépendance du Niger, mais la principale rencontre fut celle de M. Houphouët-Boigny et de M. Modibo Keita lors de la visite que l'ancien président du R.D.A. fit à l'ancien dirigeant du R.D.A. du Soudan : elle aboutit à la publication

niveau des chefs d'Etat, mais ne comprenant alors que ceux du groupe de Monrovia : les délibérations de ministres des Affaires étrangères devaient porter sur la mise au point de l'ordre du jour de la conférence au sommet de l'ensemble des chefs d'Etat africains qui se tiendrait à une date et en un lieu choisis d'un commun accord par les Etats des deux groupes. Mais ce calendrier prudent vient lui-même d'être mis en échec par un incident, d'ailleurs prévisible : aucune invitation n'avait été adressée au G.P.R.A. par les organisateurs de la conférence de Lagos afin de ne pas mettre dans l'embarras les Etats de l'Union Africaine et Malgache ; ceux-ci, en effet, pour ne pas altérer leurs bons rapports avec la France, n'ont pas reconnu le G.P.R.A. ; les Etats du groupe de Casablanca, ainsi d'ailleurs que la Tunisie et la Libye, ont alors refusé de se rendre à Lagos où ne se sont trouvés présents au rendez-vous que les ministres des Affaires étrangères d'un certain nombre des pays de Monrovia et ceux du Soudan et du Tanganyika. Dès l'ouverture, les représentants du Soudan, de la Somalie, de l'Éthiopie, du Congo (Léopoldville) ont d'ailleurs proposé qu'une invitation soit aussitôt adressée au G.P.R.A. Une démarche de M. Taieb Slim, au nom de Bourguiba, a été effectuée dans le même sens auprès du gouvernement nigérien. Il est possible qu'ils obtiennent satisfaction, ce qui permettrait sans doute à la conférence de l'ensemble des ministres des Affaires étrangères d'avoir lieu, encore que le Maroc posera probablement aussi le problème, de l'exclusion de la Mauritanie, alors que celle-ci est adhérente à l'Union Africaine et Malgache.